

Le Centre Suisse Islam et société était à l'honneur lundi. Bilan avec son codirecteur Hansjörg Schmid

«Nous dialoguons avec tout le monde»

« PROPOS RECUEILLIS PAR
MARC-ROLAND ZOELLIG

Université » Le Centre Suisse Islam et société était à l'honneur lundi soir à l'Université de Fribourg. Ses codirecteurs Hansjörg Schmid et Amir Dziri – ce dernier est entré en fonction en septembre 2017 – ont chacun donné une leçon inaugurale devant un auditoire comble. «Jusqu'ici, le conflit politique était souvent au premier plan en ce qui concerne notre centre. Le moment est venu de nous présenter davantage sous l'angle des idées et de la recherche», estime Hansjörg Schmid.

Votre leçon s'intitulait *La Suisse post-séculière?*, avec un point d'interrogation. Pourrait-on assister, selon vous, au grand retour de la religion en Suisse?

Hansjörg Schmid: Il s'agit effectivement de l'un des aspects du débat. Mais en analysant les données statistiques, on constate également une augmentation du nombre de personnes se déclarant sans appartenance religieuse, ainsi qu'un fort déclin des communautés traditionnelles comme les Églises réformée et catholique. Malgré cela, le fait religieux joue un rôle plus important dans le débat public, sans que cela ne mène nécessairement à une adhésion religieuse.



«Nous ne sommes pas les avocats de l'islam»

Hansjörg Schmid

L'islam est un thème conflictuel, le contexte dans lequel le Centre Suisse Islam et société a vu le jour en témoigne. Comment vivez-vous avec ces débats, qui remettent parfois en cause la légitimité du centre? Si nous sommes là, c'est aussi parce que cette thématique est conflictuelle. C'est notre rôle de nous prononcer sur ces questions. Dès le départ, nous avons souligné que nous entendions dialoguer avec tout le monde, sans exclure les personnes ayant des positions critiques. Nous recevons parfois des lettres de gens très critiques envers l'islam. Mais il est de plus en plus rare que l'on remette en question l'existence du centre. Maintenant que nous avons mis sur pied une offre de cours et d'activités, j'espère que l'on se rendra compte des avantages d'un tel espace de recherches et de discussions. A l'heure actuelle, à peu près 5,5% de la population suisse est de confession musulmane. Il s'agit d'une communauté plurielle. Plus d'un tiers de ces quelque 450 000 personnes sont soit naturalisées, soit d'origine suisse.

Combien de personnes suivent ou ont suivi les formations du Centre Suisse Islam et société depuis qu'il a ouvert ses portes? Qui sont-elles?



A l'heure actuelle, environ 5,5% de la population suisse est de confession musulmane. Alain Wicht/photo prétexte

Pas de collaboration avec les salafistes

Portées par des voix comme celle de Saïda Keller-Messahli, présidente du Forum pour un islam progressiste, des critiques s'élevaient contre l'intégrisme religieux musulman.

Le codirecteur du Centre Suisse Islam et société garde une distance par rapport aux thèses de Saïda Keller-Messahli, la porte-parole des musulmans critiques. «Madame Keller-Messahli ne montre pas toujours ses preuves, estime-t-il. Ses affirmations se fondent sur des bases qui me semblent trop faibles. Il y a bien sûr un phénomène salafiste, mais de là à soupçonner tout le monde... Il suffit que deux personnes se retrouvent dans la même salle lors d'une manifestation pour qu'elle y voie des réseaux d'influence. Ce n'est pas très scientifique», tacle le professeur d'éthique interreligieuse et relations islamo-chrétiennes.

«Nos recherches montrent que Madame Keller-Messahli n'analyse pas suffisamment certaines dynamiques de pluralité à l'œuvre dans les communautés musulmanes», affirme-t-il.

Les collaborateurs du Centre Suisse Islam et société sont présents dans toutes les régions de Suisse où se trouvent d'importantes populations musulmanes, ajoute Hansjörg Schmid. «Nous n'allons certes pas travailler avec des salafistes, il y a des lignes à ne pas franchir. Mais notre vocation n'est pas de dialoguer uniquement avec les personnes les plus «réformistes». Des musulmans «conservateurs» peuvent également trouver de l'inspiration dans les espaces de discussion que nous proposons», estime le professeur.

Tout dialogue est-il impossible avec les salafistes? «Très peu d'entre eux sont venus au centre, ils sont peu vi-

sibles. Ils ne cherchent ni débat, ni interprétation. Pour eux, il n'y a qu'une interprétation possible. On ne peut pas discuter. Les ennemis les plus farouches des salafistes ne sont pas les non-musulmans mais les musulmans ayant une autre opinion qu'eux», affirme Hansjörg Schmid.

Il ajoute que la Suisse a comptabilisé 93 départs pour le djihad depuis 2001. «Chacun de ces départs est de trop, mais leur nombre n'excède pas les chiffres d'autres pays européens, constate-t-il. Il y a certes eu des cas comme à Bienne et à Winterthur mais on constate, au sein des communautés musulmanes, une prise de conscience à ce sujet. Je trouve important de considérer ces communautés comme des partenaires en matière de prévention. Il faut que les jeunes musulmans à la recherche d'une offre religieuse trouvent des alternatives à ces réseaux radicalisés.» >> MRZ

Il faut distinguer les études universitaires et la formation continue. Depuis le semestre dernier, nous proposons un programme de master *Islam et société* suivi par une dizaine d'étudiants. Notre offre de cours attire aussi, chaque semestre, une soixantaine d'étudiants provenant d'autres branches d'études: sociologie, histoire contemporaine, pédagogie, psychologie...

En ce qui concerne la formation continue, nous avons mis en place des ateliers – suivis par environ 500 personnes, issues principalement des communautés musulmanes – portant sur cinq axes thématiques: jeunes musulmans, aumôneries dans les institutions publiques (prisons, hôpitaux), genre et corps, espace public et médias, prévention et radicalisation. L'objectif de ces ateliers est de construire des réseaux entre musulmans et institutions publiques. Des séminaires sont en outre organisés en collaboration avec le Service de formation continue de l'Université de Fribourg. Là encore, environ 450 personnes y ont pris part. Nous répondons aussi à des sollicitations extérieures: trois de nos collaborateurs forment en ce moment des enseignants dans le canton de Genève.

On se souvient que la vocation initiale du Centre Suisse Islam et société était la formation d'imams suisses. C'est du moins ce qu'envisageait le postulat déposé par le conseiller national Hugues Hiltbold. Qu'en est-il advenu dans les faits?

Notre programme a été conçu d'emblée comme un apprentissage mutuel, un co-apprentissage. Il intéresse des professionnels travaillant au contact de musulmans: enseignants, travailleurs sociaux, membres de l'administration, mais aussi des personnes issues des communautés musulmanes. Des imams y participent donc également, mais il y a eu une certaine *surfocalisation* sur eux. Nous proposons des formations continues aux imams et personnes des communautés musulmanes pour répondre à des défis dans une société plurielle, mais non pas une formation de base. La question de savoir comment former les imams à l'avenir reste d'ailleurs ouverte et notre centre est prêt à participer à ce débat.

Une pétition munie de 800 signatures a circulé pour demander la mise sur pied de colloques abordant l'islam de manière plus critique. Avez-vous pris connaissance de ce texte?

Cette pétition s'inscrit en marge d'un colloque que nous avions organisé en collaboration avec la Commission nationale contre le racisme. Il était consacré à l'hostilité envers les musulmans. A cette occasion, nous avons discuté avec des personnes ayant émis des avis critiques. Notre rôle n'est absolument pas d'être les avocats de l'islam, mais plutôt de faire office de médiateurs. Ce qui implique aussi de soulever certains aspects critiques. En septembre 2018, nous allons ainsi proposer des modules de formation continue consacrés aux idéologies extrêmes, pas uniquement dans l'islam. Mais des questions très critiques y seront abordées. Cela dit, certaines personnes contestant nos programmes ont tendance à généraliser et à adopter des positions à la limite de l'hostilité. On peut discuter avec ces gens, les accueillir mais pas leur accorder une plate-forme dans un colloque. >>